

SOURCE DE VIE &  
D'ÉMANCIPATION  
■ ■ ■ AU SÉNÉGAL ■ ■ ■

# MICRO-PROJETS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE AU SÉNÉGAL

## ■ MOT D'ACCUEIL de M. Didier HELLIN, Directeur général de l'INASEP



Vous avez entre les mains une brochure décrivant les projets que nous avons développés au Sénégal en collaboration avec l'asbl Soutien aux Pays de la Francophonie depuis 2014.

En tant que Directeur général, je suis particulièrement fier du travail accompli sur le terrain par les autochtones afin d'alimenter en eau potable plus de 12 000 villageois. Les micro-projets d'adduction d'eau potable, initiés par notre collègue Philippe Libertiaux, ont pu être développés et suivis scrupuleusement année après année. L'INASEP n'a d'ailleurs pas ménagé ses efforts pour convaincre les autorités locales sénégalaises et les institutions publiques wallonnes de s'investir dans ces projets de coopération internationale.

Je formule le vœu que nous poursuivions nos missions d'entraide humanitaire et internationale qui sont devenues essentielles en ce début de 21<sup>e</sup> siècle. L'émancipation de nombreuses femmes et jeunes filles africaines passe par leur éducation. Un plus grand accès à l'eau peut leur permettre de s'élever socialement et culturellement.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui se sont impliquées dans ce magnifique défi et les encourage à poursuivre leurs efforts afin de rendre notre monde plus vivable, plus humain et plus solidaire.

## ■ MOT D'ACCUEIL de M. Claude BULTOT, Président de l'asbl Soutien aux Pays de la Francophonie

Constituée en 2001, l'asbl Soutien aux Pays de la Francophonie a mené dans le département de Louga au Sénégal, région particulièrement rurale et désertique, de nombreux partenariats basés sur les attentes des populations bénéficiaires. Ceux-ci ont été développés en respectant leur autonomie et en s'assurant de l'efficacité des soutiens apportés.

C'est ainsi que de multiples projets permettant l'accès à l'eau potable ont pu être réalisés, notamment grâce aux fonds alloués à l'asbl par la Province de Namur, l'INASEP et la commune d'Hastière. Dans le cadre de ces partenariats, j'ai pu constater une évolution notoire du cadre de vie de ces populations démunies (accès à l'eau, meilleure santé, éducation...). Les communautés rurales du département continuent d'ailleurs de nous solliciter pour parfaire le maillage de leur territoire.

À l'époque où l'individualisme et le repli sur soi sont de plus en plus présents, ces projets à l'international démontrent que l'ouverture au monde, la solidarité, l'échange permettent d'aboutir à un monde meilleur.

Merci pour votre soutien.



 Sous l'initiative de...



 En partenariat avec...



 Avec le soutien de...



et contributeurs anonymes

## ■ QUELQUES CHIFFRES ...


Notre action de 2014 à 2021



 **24**  
VILLAGES  
DESSERVIS

**12 434**  
  
PERSONNES  
IMPACTÉES

**26**   
BORNES-  
FONTAINES  
INSTALLÉES

**14,8**   
KILOMÈTRES  
D'ADDUCTION

**94 000 €**   
**61 856 290 CFA**  
MONTANT INVESTI

## ■ EN QUELQUES MOTS

L'accès à l'eau potable a toujours constitué une priorité pour le Sénégal et les collectivités locales. Aujourd'hui, 64 % des villages ont un taux d'accès à l'eau potable supérieur à 82 %. Cependant, il reste encore des communes à combler, dont celles de Léona, Gandé et Mbédiene. Ces communes, situées dans le département de Louga, sont à majorité rurale. « L'hydraulique agricole et pastorale », organisme de gestion des adductions d'eau en zone rurale, joue un rôle important dans l'alimentation en eau des populations.

En plus de la problématique de l'accès à l'eau, il faut faire face aux difficultés de pérennisation des infrastructures et équipements hydrauliques dûes au faible dynamisme des associations de gestion et de maintien des ouvrages (ASUFOR). Les principaux enjeux demeurent donc l'extension du réseau dans certaines communes avec l'accès à l'eau douce, mais également la sensibilisation à l'usage et à l'entretien de ces réseaux.

### 2014

Alimentation en eau potable de 8 villages, pour une population de 7 320 habitants.

### 2019

Alimentation en eau potable de 6 villages, pour une population de 2 200 habitants.

### 2017

Alimentation en eau potable de 3 villages, pour une population de 1 550 habitants.

### 2021

Alimentation en eau potable de 7 villages, pour une population de 1 364 habitants.



## ■ CONTEXTE AVANT

Les différents projets menés se sont concentrés sur un des départements les plus pauvres du nord-ouest du Sénégal. La problématique de l'eau y est particulièrement aigüe en raison des conditions climatiques : absence d'eau de source et de puits d'eau douce.

Ces contraintes occasionnent des phénomènes socioéconomiques et sanitaires particulièrement défavorables tels qu'un exode rural massif des populations vers les grandes agglomérations sénégalaises (Touba, Dakar) et internationales, ainsi que la permanence du paludisme et des maladies diarrhéiques autour des points d'eau non assainis.

En ce qui concerne les migrations internationales, elles entraînent également l'absence d'une population plus jeune qui devrait être le moteur du développement et des actions associatives et citoyennes potentielles. Il faut aussi ajouter à cela la fuite des cerveaux avec l'établissement d'intellectuels à l'étranger.

Toutefois, le département de Louga demeure le plus peuplé de la région où sont concentrés 42 % de la population régionale. Cela entraîne une plus grande pression sur les services et biens publics existants (hôpitaux, écoles, eau, électricité). Les actions d'alimentation en eau potable dans ces zones sont donc urgentes.



## ■ CONTEXTE APRÈS

Suite aux actions menées sur le terrain par l'asbl Soutien aux Pays de la Francophonie et ses partenaires ces dernières années, de nombreux résultats sont déjà visibles. On remarque notamment une augmentation du taux d'accès en eau potable et l'éradication des maladies liées à l'eau, effets directs des travaux d'adduction.

D'autres avantages découlent aussi indirectement de ces actions comme le taux de participation de 75 % des filles à une formation scolaire et des femmes dans un métier maraîcher. En effet, la facilité d'accès à l'eau et la qualité de l'eau générée par les nouvelles bornes-fontaines permettent aux femmes de pouvoir dorénavant investir leur temps dans d'autres tâches contribuant ainsi à leur émancipation et leur épanouissement professionnel.



## ■ NOS OBJECTIFS

- Amener l'eau dans les villages via un réseau d'adduction.
- Augmenter le taux d'accès à l'eau potable.
- Soutenir l'émancipation des femmes tout en augmentant leurs revenus à travers la réalisation d'activités maraîchères.
- Promouvoir l'éducation des jeunes filles en leur donnant l'accès à la scolarité.
- Aider à la création d'un environnement qui favorise la participation active des femmes à la construction de leur personnalité.
- Faciliter les activités commerciales et agricoles.



Galdamel : culture d'oignons



Diamagueme : visite de l'école (sensibilisation à l'éducation)

# DÉVELOPPEMENT D'UN PROJET

## Comment se monte un projet d'adduction d'eau ?



- Réalisation des études techniques sous le contrôle du partenaire-projet
- Élaboration du cahier des charges
- Sélection de prestataires
- Réalisation des travaux
- Suivi de la réalisation des travaux
- Accompagnement des acteurs
- Mise en place d'un plan de gestion et de l'entretien des ouvrages
- Exploitation des ouvrages
- Sensibilisation de la population



Pour que l'investissement chantier soit utile, il convient de l'accompagner par la mise en place d'un système de gestion garantissant le bon fonctionnement dans le temps et la maintenance des installations. À Léona, ce sont des associations d'usagers (ASUFOR) qui sont responsables de cette mission, encadrées quand nécessaire par « L'hydraulique agricole et pastorale », elle-même gestionnaire des puits de forage dans les zones rurales.



Chaque borne-fontaine ou ensemble de bornes-fontaines au cœur d'un village induit la création d'un emploi au sein de l'ASUFOR dont la tâche réside dans la gestion du (des) dispositif(s) et l'utilisation correcte et parcimonieuse de l'eau. Les ASUFOR disposent également des ressources financières nécessaires, constituées par le retour des ventes d'eau aux bornes-fontaines.



La sensibilisation est étendue à l'ensemble des utilisateurs de l'eau, via une phase pédagogique complémentaire initiée par le projet. Cela vise non seulement l'efficacité des recouvrements financiers mais également la formation au bon usage de l'eau, importante à nouveau comme vecteur de développement durable : progrès en matière de santé et d'hygiène, amplificateur économique (développement d'activités) et amplificateur social (le temps récupéré sur l'accès à l'eau peut être reconverti : meilleure scolarisation des jeunes filles, autres occupations et priorités pour la gente féminine...).



Mobilisation des habitants pour creuser les tranchées

## Emancipation des femmes et des jeunes filles

L'accès à l'eau potable permet de promouvoir la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la prise de décision à tous les niveaux. En intégrant une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et stratégies, en éliminant toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes, cet accès améliore le statut, l'état de santé et le bien-être économique des femmes et des filles. En effet, cela leur donne pleinement accès à l'égalité de chances, aux possibilités économiques, à la terre, au crédit, à l'éducation et aux services de santé.

Les tâches ménagères, comme la collecte de l'eau, empêchent beaucoup de filles d'aller à l'école. Même lorsqu'elles réussissent à la fréquenter, leur priorité demeure l'approvisionnement en eau. La plupart des autres tâches ménagères – y compris le nettoyage des latrines et l'enlèvement des ordures – incombent également aux femmes et aux filles. Lorsque des membres de leur famille tombent malades (il s'agit souvent de maladies liées au manque d'hygiène), les filles n'ont pas d'autre choix que de rester à la maison pour s'occuper d'eux. Si l'eau est disponible à une plus courte distance de leur foyer, les filles ont plus de temps libre et peuvent ainsi fréquenter plus souvent l'école. Par l'éducation des femmes et de la population en général, certaines problématiques liées aux enfants et à leur avenir pourraient être évitées.





